

[Text]

[Translation]

• 1100

**Mr. Krause:** Right.

**Mr. Epps:** One of the things we want to be cautious of when we are looking at a situation where the government is intending, at least, to spend more money on capital equipment is that a factor is in trying to maintain a market in Canada through domestic procurement that eventually will be able to enter the international market again.

To give a specific example, two or three ago General Motors of Canada told the federal government it was going to close down its light-armoured vehicle production plant if the government didn't move forward its planned order of light-armoured vehicles for the militia. I am convinced part of the argument at this time was that there were export orders in the tubes that were also going to be risked. As we have seen since, a very large order emerged in the form of a sale to Saudi Arabia.

The government complied with this request. It did move its order forward. It ordered 200 vehicles and that kept the plant open until the Saudi Arabian deal came through. My concern is that this process may be part of the thinking of an increase in capital spending at the moment at a time when the international market is very tight, with the hope that this international market may become larger at some time down the road. I put that in as a caution for the committee to consider.

**Mr. Brewin:** Just to wrap it up, perhaps, do we get any benefit from membership in NATO similar to the defence production sharing agreement and other arrangements with the United States that gives us a market in the United States? For example, I noticed the figures were \$119 million in exports to Europe in 1990. Do we get any break in terms of the deals with the Europeans or are we competing without assistance in that market?

**Mr. Epps:** The arrangements we have with European countries are essentially the same as those with the United States in that part of the defence production sharing arrangements are at least a verbal understanding that a rough balance should be maintained in trade between Canada and the U.S. As it turns out, that rough balance is currently in favour of the U.S. by something like \$4 billion, so it is not exactly a balance. But that is supposedly the same principle that's operating with European countries.

So the short answer to your question is, no, we don't get a break. This is one of the reasons why Canada is looking at non-European, non-U.S. exports as being the area where it can get the breaks.

**Mr. Brewin:** Could I finish, then, by putting to you an overview I have taken from part of your evidence this morning.

**M. Krause:** En effet.

**M. Epps:** Il faut bien faire attention, lorsqu'on nous dit que le gouvernement a tout ou moins l'intention d'engager davantage de crédits d'équipement, que l'une des raisons ne soit pas en fait la volonté de fournir un ballon d'oxygène à la production par l'intermédiaire des approvisionnements intérieurs en attendant que la situation se dégage sur le plan international.

Je vais vous donner un exemple précis. Il y a deux ou trois ans, la société General Motors du Canada a fait savoir au gouvernement qu'elle allait fermer son usine de production de véhicules blindés légers si le gouvernement ne donnait pas suite à ses engagements de commande de véhicules blindés légers pour la milice. Je suis convaincu qu'une des raisons à l'époque, c'est que des commandes à l'exportation étaient aussi en jeu. Or, nous avons constaté depuis qu'une très grosse commande a fini par se concrétiser avec l'Arabie Saoudite.

Le gouvernement a accédé à cette demande. Il a donné suite à ses engagements et a commandé 200 véhicules, ce qui a permis de maintenir l'usine en activité en attendant que la commande de l'Arabie Saoudite se matérialise. Je crains fort que si l'on cherche ainsi à augmenter les crédits d'équipement au moment où la situation est très difficile sur le marché international, c'est en partie dans l'espoir que les choses vont aller mieux à un moment donné sur le marché international. C'est une invitation à la prudence que je fais au comité.

**M. Brewin:** Pour finir éventuellement notre tour d'horizon, peut-on penser que l'on retire des avantages de notre appartenance à l'OTAN à l'image de ce qui se passe avec l'accord de partage de la production du matériel de défense et avec d'autres ententes passées avec les États-Unis qui nous ouvrent des débouchés dans ce pays? J'ai noté par exemple que nos exportations vers l'Europe se chiffraient à 119 millions de dollars en 1990. Est-ce que nous bénéficions de conditions privilégiées dans nos accords avec les pays européens ou est-ce que nous opérons sur ce marché sans aucune aide?

**M. Epps:** Les accords que nous avons passé avec les pays européens sont en gros les mêmes que ceux qui nous lient aux États-Unis en ce sens que les ententes de partage de la production du matériel de défense prévoient au moins verbalement qu'il convient de maintenir un certain équilibre dans les échanges entre le Canada et les États-Unis. Finalement, cet équilibre approximatif joue actuellement en faveur des États-Unis à raison de 4 milliards de dollars, de sorte que ce n'est pas vraiment un équilibre. Nous sommes censés traiter avec les pays européens sur cette même base.

Donc, pour vous répondre précisément, non, nous ne bénéficions pas de conditions privilégiées. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Canada cherche à les obtenir sur les marchés extérieurs à l'Europe et aux États-Unis.

**M. Brewin:** Je vais maintenant terminer en vous décrivant l'ensemble de la situation telle qu'elle m'est apparue à partir de vos témoignages de ce matin.